

OLLSCOIL NA hÉIREANN, GAILLIMH
NATIONAL UNIVERSITY OF IRELAND, GALWAY
THIRD INFORMATION TECHNOLOGY EXAMINATION
SEMESTER II, 1999 - 2000
FRENCH - FR311

Dr J. McKee, Professor P. Ó Gormaille, Dr M.Á. Ní Mhainnín

Time allowed: 3 hours

Répondre à toutes les questions. Answer all questions.

1. ÉTUDE DE DOCUMENT (150)

Read the following text and answer all the questions.

L'e-commerce en quête de protection du client

Commandes qui n'arrivent jamais à bon port. Retards dans les délais de livraison. Prélèvements d'argent abusifs. Les exemples de désagréments subis par les consommateurs qui se risquent à des achats en ligne sont légion. Selon une récente étude de l'organisation *Consumers International* réalisée sur plus de cent cinquante produits vendus sur le Net et achetés dans dix-sept pays, un article sur dix n'est jamais livré, une société sur deux ne prévoit aucune mesure de reprise des marchandises, et seulement un tiers fournissent des informations concernant des modalités de recours en cas de problème. L'enquête précise également que la moitié des produits commandés arrivent sans aucune forme de reçu, que trois prestataires sur quatre ne communiquent pas les termes du contrat, et qu'un quart d'entre eux ne donnent ni numéro de téléphone ni adresse postale.

"Il est très facile de monter sur Internet un site commercial qui vende des produits et des services tout à fait virtuels", déplore Mireille Leroi, directrice du centre régional de la consommation (CRC) du Nord-Pas-de-Calais. Pour éviter ce type d'arnaque, l'organisme propose aux entreprises de la région de faire apparaître, sur leur site marchand, une pastille qui garantit la réalité de leur activité économique. Son principe est simple: en cliquant sur cette pastille, l'internaute accède à une série d'informations authentifiées par le CRC - adresse de siège social et numéro de téléphone, mode de paiement proposé et techniques de sécurisation mises en oeuvre, mode et délai de livraison ou encore numéro d'inscription au registre du commerce.

L'abolition des frontières, favorisée par Internet, pose en effet de nouveaux problèmes, notamment d'ordre juridique. Ainsi en cas de litige, un internaute qui désire déposer une plainte contre un fournisseur établi à l'étranger doit-il se retourner vers les tribunaux de son pays ou vers celui de l'entreprise. Selon le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), la fédération des organisations nationales et indépendantes de consommateurs en Europe, la réponse ne fait pas de doute: le consommateur doit pouvoir s'adresser aux tribunaux de son pays de résidence sur la base .../...

des lois qu'il connaît. *"Il est essentiel que les consommateurs bénéficient de droits fondamentaux sur le marché électronique. Les obliger à entamer une action en justice devant un tribunal étranger, dans une langue et une juridiction qu'ils ne maîtrisent pas, et avec les frais que cela implique, c'est leur refuser accès à la justice"*, argumente Ursula Pachi, conseillère juridique du BEUC. L'Union européenne possède déjà des conventions qui protègent les droits des consommateurs. Mais, comme ses quinze membres n'ont pas encore harmonisé leur droit en la matière, la grande question non résolue est de savoir quelle législation appliquer en cas de différend transfrontalier.

Pour autant, Internet ne doit pas être un espace de non-droit. Clarifier les responsabilités et les droits de chacun tout en assurant plus de sécurité et de loyauté dans les transactions électroniques est indispensable. Le code de la consommation est suffisamment riche pour y puiser des règles de base et garantir la protection des internautes. A l'image du Web, le chantier est vaste. Et urgent.

Le Monde, le 22 décembre 1999

QUESTIONS:

1. Expliquer en détail les problèmes subis par ceux qui se risquent à des achats en ligne.
2. Pourquoi est-il difficile pour les consommateurs de poursuivre devant les tribunaux les sociétés qui vendent des produits en ligne?
3. Quelles sont à votre avis les lacunes de la législation pour le consommateur dans le domaine du commerce électronique? Pourriez-vous proposer des solutions à ces lacunes?
4. Faut-il avoir peur du commerce électronique? Justifiez votre opinion.
5. Comment voyez-vous l'avenir quant à l'utilisation du commerce électronique? Justifiez votre opinion.
6. Résumer ce texte en français et en un tiers de sa longueur (200 mots).

II. GRAMMAIRE

(a) Écrire le participe passé du verbe entre parenthèses. Y a-t-il un accord? Expliquer en anglais ou en irlandais. (30)

1. Philippe regrette la voiture qu'il a (vendre).
2. Il y a des monuments intéressants dans cette ville; j'en ai (visiter) plusieurs.
3. Est-ce que vous avez (pouvoir) partir à l'heure?
4. Lesquelles avez-vous (prendre), les vertes ou les noires.
5. Elle a (sortir) le couteau.
6. Marie et Rose ont (gagner) le prix.
7. Ils leur ont (donner) les fleurs.
8. Marie est (rentrer) à la maison.
9. Jean et Papa sont (partir) de bonne heure.
10. Rose s'est (casser) la cheville.
11. Est-ce que vous les avez (faire) partir.
12. Il n'est pas satisfait de la part qu'il a (avoir).
13. Thérèse a (descendre) la valise.
14. Est-ce qu'elle les a (faire) partir.
15. Les fleurs qu'elle a (choisir) sont belles.

(b) Conjuguer les verbes entre parenthèses en utilisant le subjonctif lorsque c'est possible: (30)

1. Je ne pense pas que vous (avoir raison).
2. J'espère qu'elle (venir).
3. Il doute qu'elle (dire) la vérité.
4. Il faut que nous (partir); Je crains que nous (être en retard).
5. Il me semble qu'il (pleuvoir).
6. Il faut que je te (dire) son nom; il faut que tu le (savoir)!
7. C'est dommage que nous (devoir partir).
8. Il vaudrait mieux partir avant que nous (faire) une bêtise.
9. Je regrette qu'ils (aller) à Dublin.
10. Il faut que tu le (prendre) avant qu'il (être) trop tard.
11. Elle préférerait qu'on (finir) le travail.
12. Il ne sera pas au courant à moins qu'il (recevoir) la lettre.
13. Il est probable qu'il (envoyer) la carte.
14. Je ne crois pas que vous (avoir tort) cette fois.
15. Donne-lui l'argent avant qu'il (partir).

(c) Conjuguer les verbes entre parenthèses au temps et au mode convenables: (30)

1. Si tu (faire) les devoirs, tu aurais pu regarder la télé.
2. Si vous (arriver) à l'heure, nous serons là de bonne heure.
3. Si elle avait été là, il (venir) aussi.
4. Quand nous (aller) en France l'été prochain, il (faire) beau.
5. Nous (boire) du thé si vous en buviez.
6. S'il (répondre) à la question, je saurai la réponse.
7. Vous les auriez connus si nous vous (dire) qui ils étaient.
8. Quand elle (apprendre) qui était là, elle voulait sortir.
9. Elle (travailler) quand nous sommes entrés.
10. S'il avait su que le match avait lieu, il (être) là.
11. Si elle devait le faire elle ne le (faire) pas.
12. Ils (recevoir) notre lettre hier.
13. Je lui (dire) la vérité quand il m'a demandé si je savais.
14. Le train (partir) si nous ne nous dépêchons pas.
15. Nous (vendre) la voiture si nous avons besoin de l'argent.

III. TRADUCTION (60)

Traduire le texte ci-dessous en français:

If we couldn't speak English, we would probably do our utmost to learn the language because we are constantly reminded of its importance. There is so much happening through English globally that it is very easy to sit back and let the foreigners do the work. It is, however, a serious loss not to learn another language especially if we have the opportunity to do so. Every language offers a unique way of thinking and is a link with another people and culture. On a practical level, speaking another language creates countless opportunities at work and also travel possibilities.

Attending classes is only one way of learning a language. One can learn easily with access to original source material such as music, television or radio programmes. The internet is, of course, a great tool for language learning and, although there is a lot of rubbish on the Web, there are many excellent sites too. Language students can visit chat rooms, read foreign newspapers, enrol in online courses or purchase software. There is also another serious advantage, since the beginning of the last tax year, people who undertake approved courses in Information Technology or in a European language qualify for tax relief.

The Irish Times, January 7th, 2000